

Immigration de travail

« On prend le chemin d'une politique assez incohérente »

Professeur d'économie à Paris-Dauphine, El Mouhoub Mouhoud porte un regard très critique à l'égard de l'immigration « choisie ».

Vous dites que l'immigration peut avoir un effet positif sur l'économie ?

Si on fait le bilan de l'apport de l'immigration, les résultats sont très nets. L'ensemble des travaux empiriques des économistes montrent qu'il y a, sur les pays d'accueil, des effets positifs avérés sur la croissance économique. On le voit en Espagne, en Israël, en Irlande, on le voit partout...

Quels sont ces principaux effets ?

Il y a un effet positif sur le marché du travail, dans les secteurs en difficulté de recrutement. Avec les immigrés, on trouve les gens dont on a besoin et qui remplissent un rôle pour la croissance de ces secteurs, donc pour la croissance économique globalement. Il y a aussi un effet macro-économique positif qui est le fait que lorsque les immigrants arrivent, ils augmentent la taille de la population et contribuent de ce fait à la croissance de la demande, ce qui accroît le dynamisme économique.

Privilégier l'immigration de travail va dans ce sens ?

Oui, mais il y a quand même à remettre en cause le discours sur l'immigration choisie et l'objectif d'augmenter l'immigration économique par rapport à l'immigration non économique. Quand on dit qu'on va passer de 7% à 50%, on fait comme si l'immigration économique était réellement de 7%, le reste étant de l'immigration non économique, ce qui est une absurdité totale. Dans les faits, vous avez des gens qui sont en situation irrégulière et qui travaillent, des réfugiés qui travaillent, des regroupements familiaux qui se traduisent par du travail immédiat.

Vous affichez aussi vos doutes sur la capacité de la France à attirer une immigration qualifiée...

Oui, on prend le chemin d'une politique assez incohérente en matière d'immigration, avec des objectifs divergents. D'un côté, expulser, remplir des avions pour donner des signaux d'une politique restrictive à l'égard du Front national et de la partie populiste de l'électorat. Et de l'autre une politique « à la Attali », de croissance, ouverte, qui répond aux défis de demain.

Or, quand on fait ça, il faut rentrer vraiment dans la compétition pour attirer les qualifiés, parce qu'on n'est pas les seuls au monde à accueillir des immigrants. La loi Sarkozy de 2003 et les lois récentes, les conditions de précarité qu'on offre aux « compétences », comparé à ce qu'offrent les États-Unis ou le Canada, font qu'on n'est pas attractif.



© DR

Qu'est-ce qu'il faudrait faire, alors ?

La première chose c'est de régulariser ceux qui sont en France. Leur donner un statut, pour des raisons d'efficacité et d'équité, et pour pouvoir les sortir de l'économie souterraine. Ça nous coûtera beaucoup moins cher et ça sera beaucoup plus efficace qu'une politique sélective d'immigration. Est-ce que c'est cohérent d'avoir à la fois une politique qui ne régularise pas les gens qui sont sur place et de recourir à de nouveaux flux d'immigration ? Je ne crois pas.

Propos recueillis par Victor Bouzier

La France distribue ses premières cartes

Un chercheur ivoirien, une informaticienne tunisienne, un directeur américain, un musicien brésilien, tels sont quelques-uns des premiers bénéficiaires de la nouvelle carte « compétences et talents » (voir *Causes Communes* n°55). Leur profil professionnel est « très varié », souligne le ministère de l'Immigration, qui insiste aussi sur la diversité de leurs pays d'origine. Ils étaient une vingtaine à avoir bénéficié du nouveau dispositif entre la délivrance de la première carte le 20 décembre dernier et la fin janvier. L'objectif reste malgré tout de n'accueillir que 2 000 étrangers compétents ou talentueux en 2008, un chiffre bien modeste.